

T.T. du 02 octobre 1992, n° 2986 du rôle

A réclame une indemnité compensatoire pour congé non pris de 8 jours, soit 19.976.- francs;

Attendu que la société défenderesse s'est rapportée à prudence de justice concernant ce chef de la demande;

D'après l'article 17 de la loi du 22.04.1966 sur le congé annuel payé, l'employeur est obligé de tenir livre sur le congé légal des salariés qui sont à son service;

Cette obligation légale a comme conséquence logique qu'en cas de contestation sur le congé redû au salarié, la charge de la preuve incombe à l'employeur;

Cette preuve étant à administrer par la production du livre des congés qu'il est obligé de tenir, sinon par d'autres moyens.

(Marc Feyereisen, Code du travail annoté – Janvier 2010, page 475)